

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Des dirigeants de la gauche du PS, reconnaissent que c'est contre la majorité de leurs militants, qu'ils ont imposé la synthèse du Mans : pourquoi ?

La "synthèse" était censée tirer à gauche le " projet " : échec - hélas !

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 17 juin 2006

Démocratie & Socialisme

"Aujourd'hui, il faut redonner corps à un projet offensif, appuyé sur la quête jamais achevée de l'égalité sociale et la démocratie. " écrivait joliment " Nouveau monde " en 2003.

Et Vincent Peillon, Benoît Hamon, ne faisaient pas campagne pour le " non " de janvier à mai 2005 : ils prétendaient mobiliser pour " le projet " et tenaient des réunions internes pour occuper les militants, dans toute la France.

Le " projet " qui fut alors défendu dans Nps, par Vincent Peillon et Benoit Hamon (salle de l'Ageca, à Paris, fin février 2005 puis au Cn du 11 mars 2005 mais aussi dans un " banquet parisien " fin avril 2005 où l'on ne devait pas parler du référendum proche) n'a rien à voir avec le projet adopté le 6 juin 2006. Pourtant à l'époque, nos camarades criaient haut et fort que " leur candidat c'était le projet ", et que leur priorité était entièrement consacrée à " rénover la politique pour rénover le parti ".

Dans les textes de nos camarades, un " nouveau monde est possible ", " refuser l'accord général sur le commerce et les services ", précédaient " un nouveau dispositif de lutte contre les licenciements ", " une retraite à 60 ans à taux plein ", " l'accès réel aux soins des plus démunis ".

" Nous devons également restaurer les élections à la sécurité sociale qui n'on(t pas été convoquées depuis 1983 " écrivaient aussi, au nom de Nouveau Monde, Henri Emmanuelli et de Jean Luc Mélenchon. L'un comme l'autre, passés par la " synthèse " ont oublié cela.

Ni la synthèse, ni le projet du 6 juin 2006 ne parlent des élections à la Sécu ni droit du licenciement ! La nécessité d'un fort secteur public a été diminuée, le service public de l'eau est envolé. La VI^e République aussi.

Même pour les femmes, la proposition de sanctionner pénalement et financièrement les entreprises qui maintiendraient une inégalité salariale à travail égal qui se trouvait jusque là dans tous les textes, (conventions du parti de 1996, motions de la GS, motions Nps, Nm, motion 5) a été abandonnée. Même Yvette Roudy, passée elle aussi par la synthèse avant de défendre Ségolène Royal, y a renoncé elle aussi...

La " première priorité essentielle à la sécurité " a remplacé " le droit à la sûreté " qui figurait dans nos textes.

Le " nous devons affirmer la nécessité d'une immigration organisée et assumée " (Nouveau monde 2003) est rayé du texte.

Il n'est tiré aucun bilan ni du 21 avril 2002, ni du 29 mai 2005.

Le Nps " uni et conquérant " qui voulait " incarner dans ce congrès un socialisme de reconquête : reconquête de notre base sociale, des couches populaires ; reconquête des espaces politiques et économiques abandonnés au libéralisme ; reconquête des leviers et outils de l'égalité et de la solidarité (fiscalité, services publics, protection sociale, code du travail...) au service d'une autre répartition des richesses et des pouvoirs dans la société. " a sombré lui aussi dans la post synthèse.

Rappelons-nous la motion unanime du Nps à Fouras en août 2005 :

- ▶ *"Voulons-nous une orientation politique du PS alternative à celle développée depuis 2002, qui prenne en compte notamment le sens des votes du 21 avril 2002 et du 29 mai 2005, et qui engage une reconquête démocratique et sociale en France et en Europe ?*
- ▶ *Voulons-nous une majorité ancrée à gauche et donc une direction du PS alternative à la majorité animée par François HOLLANDE, impliquant un véritable renouvellement des équipes ?*
- ▶ *Voulons-nous une démarche autonome du NPS dans ce congrès, impliquant la présentation d'une motion au vote des militants et la poursuite de notre démarche politique commune au-delà du congrès ?"*

Cela se relit amèrement après le vote "unanime" du "projet" du 6 juin 2006.

Le projet de Vincent Peillon était clair le 19 mars 2005 également sur les institutions : à l'époque, Vincent Peillon s'opposait à toute campagne militante réelle pour le "non" socialiste, en expliquant que c'était pour avoir davantage d'autorité, davantage de poids dans le parti, ensuite, afin de défendre "le projet" :

"Il est d'usage, dans le Parti, de considérer toutes ses questions du renouveau démocratique comme secondaires et de gloser sur ceux qui estiment indispensables de réformer notre système institutionnel. (...) La démocratie de délégation dans laquelle nous vivons est devenue une démocratie de confiscation. (...) Peut-il y avoir plus beau projet pour une Gauche d'aujourd'hui ? Au carrefour des aspirations individuelles et d'une organisation collective renouvelée, la réforme institutionnelle fonctionnera comme l'ultime indicateur de la volonté réelle de transformation des socialistes. Ceux qui pensent que cela est vain n'entendent pas se donner les moyens de l'action qu'ils professent." (projet Peillon-Hamon-Montebourg)

Nps proposait de renouer avec l'exigence sociale

Baisse du chômage... et malaise social *"C'est pourquoi nous devons construire un projet qui, dans le même temps où il se fixe volontairement l'objectif du plein emploi, fasse de la valeur du travail un des points essentiels de notre projet de société, en lui redonnant sa place, sa dignité et sa juste reconnaissance."*

Face au marché, il reste à bâtir la démocratie sociale. *"Il faut des mesures volontaires pour permettre à la négociation de prendre une force réelle. Nous devons organiser de nouvelles règles de représentativité, affirmer la règle des accords majoritaires, et mettre en place un financement public des syndicats. Les élections professionnelles se tiendront à une même date par branche et les élections prud'homales et à la sécurité sociale un jour fixe tous les cinq ans. Le vote pourrait y être obligatoire ou la journée choisie chômée et servirait de base pour calculer la part de dotation publique à laquelle seraient éligibles les confédérations et instances syndicales. Sur cette base d'un fait syndical relégitimé, sera reconnue la validité des accords majoritaires interprofessionnels, de branche ou d'entreprise, qui redonneraient ainsi tout leur intérêt à la négociation sociale. Afin d'accroître la présence syndicale dans l'entreprise, il faudra installer des conseillers du salarié en étendant leurs prérogatives et leurs moyens et instituer la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration. Une démocratie sociale renouvelée deviendra l'instrument du progrès. Cela nous a fait cruellement défaut tout au long de ces cinq dernières années."*

35 heures, vraiment !

"Nous devons commencer par assurer des 35 h réelles, effectives, pour tous, ce qui n'a pas été le cas jusque là puisque des salariés se retrouvent dans des conditions d'inégalités aggravées face à la durée et à l'organisation du

travail. La réduction du temps de travail méritait mieux que d'être un progrès pour les cadres et un problème pour les ouvriers, les salariés modestes et les petites entreprises. Désormais nous devons revenir sur les dispositifs Fillon, limiter la flexibilité en instaurant, pour tous, un maximum de 10 heures quotidiennes, un autre de 44 heures hebdomadaires et le droit à 2 jours de repos consécutifs hebdomadaires. De revoir le régime des heures supplémentaires en limitant le contingent annuel à 130 heures et en majorant leur rémunération de 25% dès la première heure et de 50% à partir de 39 heures. Si l'on veut créer de l'emploi et libérer du temps, une certaine fermeté, qui a trop fait défaut, est nécessaire."

Des droits nouveaux : une politique de sous-traitance étaient défendues par Nps. Jusque dans la motion 5 ! (D&S l'avait proposé et fait accepter unanimement par tout le parti...)

Il était question dans tous ces textes de reprendre au capital ce qu'il avait pris aux salaires.

Des salaires décents

"Une nouvelle politique salariale suppose d'aligner les salaires minima conventionnels sur le SMIC, de faire que les conventions collectives s'accompagnent de grilles salariales qui prennent en compte les métiers et les qualifications et doit s'appuyer sur un plan quinquennal de revalorisation substantielle du SMIC."

Sortir de l'insécurité sociale

"L'ordre public social ne peut être un chiffon de papier. Le respect de la loi, cela doit valoir partout et pour tous. C'est pourquoi il faut se donner les moyens de sortir de l'insécurité sociale qui est aujourd'hui le quotidien pour des catégories entières de travailleurs. De façon générale, pour le respect d'un véritable ordre public au travail, la hiérarchie des sources de notre droit, avec la supériorité de la loi sera établie sauf lorsqu'une convention ou un accord sera plus favorable du point de vue des salariés. Nous touchons ici à cette hypocrisie française caractérisée par le grand écart entre les discours de principes, les indignations, les proclamations, et les réalités, modestes et négligées." (sic)

Le projet du 6 juin 2006 brade l'intervention de la loi. Nps, Vincent Peillon, Benoit Hamon ont voté un "projet" qui ne comporte même pas de référence à "l'ordre public social" tout en prétendant que ledit projet était le résultat de leurs combats et des "avancées" qu'ils imposaient depuis la synthèse...

Ils n'ont même pas défendu ce qu'ils écrivaient ensemble, il y a encore si peu de temps : *"Il faut limiter le recours au CDD et à l'intérim à 10% des emplois dans les entreprises de plus de vingt salariés et prévoir des pénalités lourdes pour celles qui y dérogent, si nous maîtrisons le temps partiel, alors tous ces salariés précaires auront enfin le sentiment d'être défendus par la gauche et l'acte politique aura un sens pour eux. Des mesures spécifiques doivent concernées le temps partiel. Le travail précaire n'est pas l'antichambre du travail stable : il est le premier pas vers la pauvreté et l'exclusion."*

Il serait cruel de continuer l'inventaire sur toutes les autres questions, grandes et petites.

Il faut voter contre ce projet.

La "synthèse" était censée tirer à gauche le " projet " : échec - hélas !

Jamais il ne sera possible de défendre l'idée que le " projet du 6 juin 2006 " est dans la continuité de ce pourquoi la gauche du parti socialiste, GS, puis Nm, Nps, se sont battus.

La preuve que la synthèse était un recul est, hélas, acquise.

Il reste à reconstruire la gauche socialiste, nous nous y attelons démocratiquement cette fois, collectivement, avec tous ceux, qui tireront les conclusions de ce qui vient de se passer.

Nous ne sommes pas et ne serons pas isolés car il y a une immense contradiction entre ce projet droitier et les aspirations plus que jamais à gauche de notre peuple.